

SPORT ET APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD

Déclaration du cardinal O'Fiaich, primat d'Irlande (1)

« Je regrette que l'Union irlandaise de rugby et de football ait décidé d'envoyer une équipe en tournée en Afrique du Sud. Il apparaît maintenant plus clairement que l'Afrique du Sud risque de mettre à profit une telle décision pour donner plus de crédibilité à une politique fondamentalement injuste et non chrétienne.

A l'étranger, cette décision pourrait entraîner une perte de sympathie pour l'Irlande dans le tiers monde et l'éventuel boycott de manifestations sportives irlandaises. Dans le pays, elle conduit à des discussions tendues et peut provoquer des dissensions plus graves encore.

Puisque le rugby irlandais a tellement à perdre et si peu à gagner par cette tournée, j'espère que l'Union irlandaise de football reconsidérera sa décision à la lumière de l'opposition qui est maintenant exprimée par le gouvernement, des membres de l'« Oireachtas », des responsables d'Eglises et autres ecclésiastiques, des membres irlandais du Parlement européen, des responsables syndicaux et un grand nombre de citoyens. »

A la suite de sa rencontre du 2 janvier, l'Union irlandaise de rugby et de football a annoncé sa décision d'envoyer une équipe de rugby irlandaise en Afrique du Sud. Les ayant instamment priés

en privé, avant cette rencontre, de ne pas envoyer d'équipe, nous leur demandons maintenant publiquement de revenir sur leur décision. Elle a déjà bouleversé ceux qui travaillent pour l'abolition d'un système économique et politique oppressif et intrinsèquement immoral et l'établissement d'une communauté plus pacifique et plus juste en Afrique du Sud. Avant que les revendications de la dignité humaine ne soient pleinement satisfaites en Afrique du Sud, des changements de grande envergure sont nécessaires. La tournée encouragera ceux qui croient que de légères corrections apportées au système de l'apartheid réussiront à enrayer les pressions qui empêchent de tels changements.

La politique de l'apartheid

Rien ne permet de suggérer que les changements effectués ces dernières années en Afrique du Sud, pour assouplir certains aspects de la discrimination raciale, soient autre chose que tactiques. Rien ne permet de suggérer que les mesures prises pour une certaine intégration dans le sport l'auraient été sans pressions extérieures.

Derrière ces corrections limitées et faites à contre-cœur, le cœur de l'apartheid reste indemne. Les objectifs à long terme, visant à consolider et à maintenir le pouvoir blanc et la jouissance de la richesse de l'Afrique du Sud avec la jouissance d'énormes privilèges, sont poursuivis avec persistance. Les moyens peuvent être souples,

(1) Texte original anglais de la Commission irlandaise *Justice et Paix*, 21 janvier 1981. Traduction, sous-titres et notes de la DC.

mais le résultat est le même. Quand on le réduit à l'essentiel, ce projet consiste à empêcher la population noire d'avoir accès à l'ensemble de la terre et de la richesse de l'Afrique du Sud, pays qui en est bien pourvu. En même temps, la population noire doit être contrainte par une coercition institutionnalisée à fournir une source permanente de travail à bon marché et abondante.

L'apartheid représente une violence institutionnalisée à une échelle écrasante, fondée sur l'une des formes les plus pernicieuses de discrimination, la couleur de la peau. Les buts de l'apartheid vont totalement à l'encontre de la conception chrétienne d'une société juste et pacifique fondée sur le respect des droits humains fondamentaux. En 1971, le Pape Paul VI a rappelé aux catholiques que « au sein d'une commune patrie, tous doivent être égaux devant la loi, trouver un accès égal à la vie économique, culturelle civile ou sociale et bénéficier d'une équitable répartition de la richesse nationale. » (*Octogesima adveniens*, 16.) Dans son allocution au Comité spécial des Nations Unies pour l'apartheid, le 22 mai 1974, le même Pape a souligné que « tant qu'à l'intérieur de chaque communauté nationale, ceux qui détiennent le pouvoir ne respecteront pas avec noblesse les droits et les légitimes libertés des citoyens, la tranquillité et l'ordre — même si on réussit à les maintenir par la force — ne seront qu'un simulacre trompeur et sans sécurité, indignes d'une société civilisée » (2).

« Le développement séparé »

L'apartheid sert de fondement à la politique du prétendu « développement séparé », poursuivie par le parti nationaliste, au pouvoir depuis 1948. L'âme du développement séparé est : seuls les Blancs, un sixième ou moins de la population, ont le droit de voter, de se présenter ou d'être élus au Parlement. Les cinq sixièmes restants sont donc privés de droits politiques. 87 % de la terre est réservé aux Blancs ; les Noirs, cantonnés dans des zones assignées par les Blancs, ne peuvent posséder la terre. Le reste de la terre, 13 %, est divisé en dix petits « homelands ». Ces derniers ne sont pas économiquement viables et ne pourraient assurer un niveau de vie satisfaisant qu'à une partie de tous les Noirs actuellement en Afrique du Sud. Malgré tout, c'est seulement dans ces « homelands » ou « Bantustans » que les Noirs auront droit à posséder la terre ou à acquérir des droits de citoyeneté, dans la mesure où la politique du développement séparé est menée à bien comme prévu. On estime qu'à peu près deux millions de personnes ont déjà été déplacées de force dans les « homelands ». En fin de compte, c'est quelque dix millions de personnes qui risqueront d'être déracinées.

Ces projets de « homelands » ne peuvent assurer des emplois qu'à une petite partie de ceux qui ont déjà été obligés d'y aller ou qui le seront à l'avenir. Le résultat le plus clair sera de contraindre la plus grande partie de la main-d'œuvre à devenir des travailleurs migrants dans les zones désignées par les Blancs. En tant que tels, ils seraient privés de tout droit — en un mot, des étrangers dans leur propre pays.

Il est inutile de le dire, un tel programme,

« solution finale » économique, ne saurait être appliqué qu'en refusant pratiquement tous les droits de l'homme reconnus par la communauté internationale (on estime que plus de 1 000 lois discriminatoires, fondées uniquement sur la race, ont été votées spécifiquement dans le but de maintenir l'apartheid). Afin d'appliquer le système contre l'opposition croissante de la majorité des habitants de l'Afrique du Sud, l'appareil d'Etat a dû se militariser lourdement, plus pour se protéger lui-même de l'intérieur que de l'extérieur.

L'apartheid comme exploitation

L'apartheid est moralement indéfendable. Il est, du point de vue économique, une exploitation. C'est un système de violence perpétuelle perpétrée contre des millions de gens. C'est une menace très réelle pour la paix internationale.

Outre qu'il soit fondamentalement immoral, non chrétien et injuste, le système de l'apartheid est en soi instable. Sans changements politiques et économiques radicaux, il est inévitable qu'il mène soit à une plus grande répression, soit à une dérive vers une lutte violente.

Ni l'Etat d'Afrique du Sud ni son économie ne sont naturellement une île. Ses liens économiques, financiers, culturels et sportifs avec le monde extérieur sont des éléments clés dans l'évolution des événements extérieurs. Le fait que ces liens existent est un appel pour tous ceux qui, à l'extérieur, détestent la violence, à utiliser tous les moyens non violents possibles, y compris le boycott, pour saper et éliminer l'apartheid. Un boycott international, dont ferait partie le refus d'envoyer en Afrique du Sud une équipe irlandaise de rugby, constitue un message direct pour les partisans de l'apartheid dans ce pays. Un tel boycott a déjà réussi à exercer une pression efficace, mais encore insuffisante, pour entraîner un changement dans le sport sud-africain. Nous croyons que cette action doit être poursuivie afin d'apporter d'autres changements substantiels. Il ne fait pas de doute que le refus d'établir des liens internationaux avec les Sud-Africains dans le domaine du sport, étant donné la place exceptionnelle qu'il y occupe et leur désir d'être reconnus internationalement, est la manière la plus nette de montrer notre dégoût de leur système.

Il est vrai que les droits de l'homme sont violés dans de nombreux autres pays du monde et que de telles violations revêtent des formes diverses de discrimination. Cependant aucun pays, mis à part l'Afrique du Sud, ne fonde l'ensemble de son système politique, gouvernemental et économique directement sur une discrimination fondée sur la couleur, issue de la Constitution et mise en vigueur par la loi. D'autres pays nient que leur territoire est le siège de violations des droits de l'homme ou essaient de les dissimuler. Ils n'iraient pas jusqu'à prétendre qu'une politique de discrimination raciale délibérée, si elle se produit, serait juste en elle-même. Le gouvernement de l'apartheid, en Afrique du Sud, est le seul à défendre à la fois le principe de la discrimination raciale lui-même et, dans la mesure où il le traduit, dans la pratique. Chaque fois que les dispositions appliquant la ségrégation sont assouplies ou écartées, ce n'est pas pour des raisons de principe ou un changement de sentiment dans la croyance que l'apartheid est mauvais ;

(2) Cf. DC, 1974, n° 1657, p. 606.

c'est une concession faite à contre-cœur face à une pression du dedans ou du dehors ou parce qu'on a par trop besoin d'une main-d'œuvre non blanche ou d'un pouvoir d'achat.

L'apartheid et le sport

Quand la discrimination est tellement envahissante, tout assouplissement partiel de celle-ci dans un seul domaine tel que le sport est inévitablement limité dans ses effets. Des « chances égales » dans le rugby ou dans tout autre sport ne peuvent exister tant que, par exemple, la grande majorité des étudiants non blancs sont dans des écoles qui, parmi leurs autres handicaps, ne disposent pas d'installations sportives, contrastant violemment en cela avec celles dont disposent les étudiants blancs. La mise en œuvre continue de l'apartheid tout au long du système éducatif a donc une répercussion directe sur les possibilités des chances égales dans le domaine du sport à un niveau supérieur. De même, l'apartheid appliqué aux logements et à des douzaines d'autres domaines tendra, aussi longtemps qu'il existera, à neutraliser les effets des mouvements vers l'intégration dans le rugby. Pour cette raison, des dispositions qui, dans le contexte irlandais, signifieraient que des chances égales dans le sport seraient véritablement accessibles à tous sur un pied d'égalité sont intrinsèquement limitées ou sans résultat quand elles sont soumises à la pression écrasante de l'apartheid dans une société prise globalement.

Nous demandons aux personnes qui peuvent être concernées de se demander comment la tournée apparaîtra aux yeux de ceux qui, à l'in-

térieur, se voient refuser pratiquement tous les moyens légaux d'exprimer leur opposition justifiée. A moins que la lutte de la population noire et de couleur, privée de libertés politiques, ne soit soutenue par une pression internationale totale, le résultat probable est que l'apartheid sera abattu uniquement par la lutte violente plutôt que par des moyens non sanglants, entraînant la perte de nombreuses vies. Il est vital de rechercher d'autres pressions non violentes. Le refus d'envoyer une équipe de rugby ou, au niveau individuel, d'accepter la sélection, fait partie des pressions qui peuvent s'exercer effectivement de l'extérieur. On ne doit pas laisser passer une telle occasion. Après avoir soigneusement étudié le problème sous tous ses points de vue, nous sommes convaincus que les arguments contre la tournée envisagée sont en réalité convainquants.

Nous reconnaissons la bonne foi des membres de l'Union irlandaise de rugby et de football quand ils déclarent rejeter l'apartheid. Cependant, si la tournée a lieu, quelles que soient les intentions des dirigeants irlandais et des joueurs engagés, cette décision sera considérée par la masse des populations non blanches d'Afrique du Sud, privées de leurs libertés politiques, soit comme un symbole de soutien au régime de l'apartheid, soit au mieux comme une preuve du peu d'intérêt porté aux injustices dont ils souffrent. De nombreuses informations sûres et impartiales font penser que c'est cela qui se produira et que la tournée sera exploitée par le régime pour donner à entendre que la communauté internationale ne considère plus l'apartheid dans le sport comme atteignant un niveau répréhensible.